

Sur le chemin des enfers

Un bilan intermédiaire

Christian von Arnim

Dans des temps normaux, la Grande Bretagne eût eu un nouveau gouvernement après les événements de ces derniers mois et semaines et la première ministre, Theresa May, n'eût déjà plus été en fonction depuis longtemps. Tant largement les règles d'usage en politique n'interviennent plus dans ce pays, ou bien exprimé autrement : la manière dont sa culture politique a été dévoyée, se révèle dans le fait que May, malgré sa défaite dévastatrice au Parlement pour faire passer son plan de *brexit*, peut obstinément quand même poursuivre une politique qui, si ce pays était une personne — équivaldrait à un acte d'auto-mutilation. Ou bien, comme l'exprima le président du Conseil européen, Donald Tusk, — manifestement à bout de patience — au début de février : « Je me suis interrogé pour savoir à quoi ressemblerait la place particulière réservée aux enfers pour ceux qui ont activé le *brexit*, sans même avoir la lueur d'un plan pour le mener assurément à bonne fin. »¹ Le premier ministre irlandais, Leo Varadkar, exprima un avis semblable — ce sur quoi, plus d'un, ne plaisantant qu'à demi, pensaient que nous, les Britanniques, savions bien déjà de quoi a l'air l'enfer, car la totalité du pays y serait directement entraînée. »²

Comment sommes-nous donc arrivés là, de sorte que depuis le référendum du *brexit* du 23 juin 2016, il n'y a toujours pas de plan réaliste, pour ne pas dire concrètement exécutable, sur la base duquel le Royaume Uni ne se précipiterait pas simplement hors de l'UE dans un *brexit* dur, sans accord, après que la convention de sortie avec l'UE a été rejeté par une majorité écrasante au Parlement britannique ? — Or pour comprendre cela, il nous faut savoir trois choses :

- Premièrement, qu'il ne s'agissait pas d'une grande affaire de principe démocratique à laquelle le premier ministre d'alors, David Cameron, donna l'impulsion pour ce référendum. Il s'agissait beaucoup plus, et comme déjà depuis bien longtemps auparavant, de maintenir ensemble les diverses ailes du parti conservateur. En particulier, il fallait éviter une scission de l'aile eurosceptique et finalement d'amener celle-ci au silence.
- Deuxièmement, la représentation des partisans meneurs d'un *brexit* sur la force de la position britannique — tant dans les négociations d'avec Bruxelles, qu'aussi en considération du traité commercial à venir avec d'autres partenaires — reposait sur un édifice fantaisiste sans aucun équivalent. Quant à savoir s'ils croyaient eux-mêmes à leurs propres affirmations ou bien, pour le dire avec bienveillance, s'ils enjolivaient les faits pour atteindre leur objectif, cela reste une question ouverte.
- Troisièmement, on ne doit pas sous-estimer l'incompétence du gouvernement à Londres.

On ne peut comprendre le dilemme de Theresa May et son incapacité à atteindre une convention solide avec l'UE, que si l'on réfléchit au fait qu'en tant que cheffe d'un gouvernement minoritaire, elle est dépendante, dans son action, autant de l'aile radicale eurosceptique de son parti, qui se manifeste particulièrement, mais pas seulement, dans le « Groupe de Recherche Européen » (*European Research Group - ERG*) de quelques députés, mais aussi du parti strictement protestant et unioniste (*Democratic Unionist Party - DUP*) d'Irlande du Nord. Les membres de l'*ERG* et ceux qui pensent pareil, ne voyaient aucun problème à ce que la Grande Bretagne quittât l'UE sans accord, purement sur la base de l'OMC.³ D'un autre côté, ces députés conservateurs-là, qui aimeraient mieux rester dans l'UE, s'efforcent pour cette raison à un *brexit* le plus mollasson possible. Le parti d'opposition, les travaillistes, l'exige lui, de son côté mais à contre-cœur — et aussi parce que le chef de ce parti, Jeremy Corbyn, aimerait véritablement mieux en sortir — de sorte que la Grande Bretagne reste dans l'union douanière et dans un accord étroit avec le marché intérieur de l'UE. Beaucoup, dans l'ombre de son cabinet, aimeraient cependant mieux rester dans l'UE. Si le parti travailliste avait agi de manière résolue ces derniers temps, certaines choses eussent pu être évitées.

Faux-calculs et têtes-à-queues

Les combats des ailes au sein du parti conservateur, au sujet de l'Europe, remontent à l'époque de l'ancienne première ministre Margaret Thatcher (1979-1990). Elle-même était eurosceptique et luttait implacablement contre une intégration étroite dans l'UE et pour obtenir des réglementations spéciales comme on a désigné le « *brittenrabbat* [rabais britannique] ». Toutefois Thatcher était quant à elle, assez réaliste pour ne pas vouloir

¹ www.bbc.co.uk/news/uk-politics-47143135

² www.theguardian.com/politics/2019/feb/06/donald-tusks-special-place-in-hell-looks-like-where-we-are-right-now

³ Voir www.economistsforfretrade.com/News/rees-mogg-joins-forces-with-top-economists-to-back-world-trade-deal/

quitter l'Europe. Même son successeur, John Major, qui générait une impression si débonnaire [sans doute en contre-coup, *ndt*], ne s'occupa point non plus d'instaurer la paix dans son parti. Manifestement, les attaques permanentes contre des eurosceptiques l'aigrissaient au point qu'un jour, alors qu'il venait d'être *interviewé* à la télévision et qu'il pensait que le micro avait été coupé, il fit la remarque qu'il « crucifierait volontiers ces salauds (*Scheißkerle*) ».⁴

Au moment où, après les années travaillistes de Tony Blair et Gordon Brown, les conservateurs revinrent au pouvoir, avec David Cameron en 2010, à vrai dire au sein d'une *coalition* avec les libéraux-démocrates, parce qu'ils ne furent pas capables d'avoir la majorité absolue, la situation du parti avait à peine changé. Mais les circonstances extérieures étaient tout autres. Le parti populiste de droite « l'*UK Independence Party (UKIP)* », avec son agitation contre l'immigration et les élites libérales londoniennes, ainsi que son exigence d'un référendum sur la sortie de la Grande Bretagne de l'UE, avaient acquis de plus en plus de force d'attraction. Le sujet d'un référendum ne cessait donc de se trouver à l'ordre du jour et les conservateurs perdaient de plus en plus de voix en faveur de l'*UKIP*. (Au reste les travaillistes aussi.) Cela renforça l'aile eurosceptique du parti conservateur.

Bien que Cameron fût auparavant encore contre un référendum, il se mit alors à calculer qu'avec un tel coup aux échecs, il pût finalement liquider le sujet. La promesse d'un référendum fut donc inscrite au programme de la campagne électorale de 2015. Ce fut un mauvais calcul, comme il est apparu, car — si l'on est en droit de croire le président du Conseil européen, Donald Tusk⁵ et d'autres sources — Cameron s'attendait à ne pas avoir de majorité absolue cette fois encore et donc, à devoir entrer dans une coalition avec les libéraux-démocrates, lesquels eussent ensuite empêché le référendum. Les conservateurs remportèrent pourtant l'élection et dès lors la promesse dut être honorée. Le référendum fut tenu le 23 juin 2016 et le résultat en est connu : Avec une majorité à peine suffisante de 52% contre 48%, les Britanniques se décidèrent à quitter l'Europe — ou bien selon le cas, les Anglais et Gallois en décidèrent ainsi. Car l'Écosse et l'Irlande du Nord votèrent néanmoins en faveur de l'UE, respectivement à 62% contre 38% et 56% contre 44%. De même la grande capitale de Londres déclara vouloir rester dans l'UE à 60% contre 40% .

Au moment où Cameron se retira, après ce résultat, Theresa May devint première ministre au poste en juillet 2016. Quoiqu'elle eût longtemps assuré ne pas vouloir de nouvelles élections, elle amorça nonobstant un tête-à-queue en avril 2017 pour le 8 juin. Étant donné que les sondages d'opinion lui présageaient un « grand bond en avant » [guillemets du traducteur] devant le parti travailliste, elle espérait ainsi un renforcement de sa position au sein de son propre parti pour les négociations à venir avec l'UE. Et en cas d'attaques venant de sa droite, elle en eût appelé, au peuple pour en obtenir un mandat. Cela aussi se démasqua comme un faux calcul, car au moyen d'un résultat électoral surprenant, les conservateurs restaient bien le parti le plus grand, mais en perdant leur majorité absolue, de sorte que May n'en fut pas renforcée, mais affaiblie au contraire par cette élection.

Le seul et unique parti qui fut prêt à soutenir May, quand bien même non pas dans une coalition formelle, mais au contraire grâce à un accord de *confidence and supply* [quelque chose comme « confiance et apport », mais attention, c'est la perfide Albion ! *ndt*], comme on le désigne, fut le *DUP* avec ses dix députés [ce qu'on pourrait appeler en France un « parti de *DUP-es* », *ndt*]. Que pour obtenir cela, fut promis au *DUP* un extra d'un milliard de Livres pour l'Irlande du Nord, cela aida beaucoup à adoucir l'arrangement. « *Confidence and supply* » veut dire ici que le *DUP* s'astreint à soutenir le gouvernement May dans les questions de confiance et de budget, mais ne lui est pas autrement associé. C'est la raison pour laquelle il put aussi voter contre la convention de sortie de l'UE de May — ce scrutin qu'elle perdit à une telle majorité devant le Parlement.

Dures limites et prairies ensoleillées

Plus que jamais depuis, May se voit livrée aux eurosceptiques durs dans son propre parti. Tout particulièrement dans la question de ce qu'on appelle le «*backstop* [= grillage, *ndt*]», dans le cadre du traité de sortie négocié avec Bruxelles — cette réglementation de nécessité, qui est censée éviter qu'entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord réapparaisse une frontière dure — à laquelle il ne faut reconnaître aucune issue. Cette réglementation est censée entrer en vigueur si les deux parties, dans leurs discussions au sujet des relations commerciales futures, ne parviennent pas à un accord. Dans ce cas, l'UE n'en démord pas : l'Irlande du Nord restera dans le marché intérieur. La Grande-Bretagne dans son ensemble reste ensuite une zone douanière unitaire. L'UE, et en particulier l'Irlande, considèrent le *backstop* comme indispensable afin que soit garanti le fait que la frontière reste ouverte et que de cette manière reste en vigueur l'accord de paix du vendredi saint de 1998, comme on l'appelle et qu'aucun nouveau conflit ne vienne enflammer l'île. Mais les Eurosceptiques voient dans ce *backstop* le danger que la Grande Bretagne, au bout d'un temps illimité, ne puisse plus se séparer de l'UE et le *DUP*, d'un autre côté, que l'Irlande du

⁴ http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk_politics/election_2010/8649262.stm

⁵

Nord demeurant dans le marché intérieur, la frontière avec le reste de la Grande Bretagne se déplaçât de l'île vers la Mer d'Irlande. En tant que parti unioniste strict il ne peut pas tolérer une telle « scission » de l'Irlande du Nord d'avec le reste de la Grande Bretagne.

Theresa May ne cesse donc de se rendre à Bruxelles, pour une cause apparemment sans espoir, afin de convaincre ses partenaires de négociation avec l'UE de re-dénouer l'accord de sortie et de limiter pour le moins dans le temps, le *backstop*, voire même le déclarer totalement sans effet. Une fois encore, il ne s'agit pas à l'occasion du bien-être du pays, mais au contraire de tranquilliser les eurosceptiques de son propre parti et le *DUP*. May veut éviter une scission de son parti, en trouvant une solution à laquelle même les plus durs eurosceptiques peuvent donner leur accord. Sauf qu'une telle solution n'existe pas à laquelle les autres députés conservateurs, et à plus forte raison ceux des partis d'opposition, pussent donner aussi leur accord. Naturellement d'autres facteurs sont aussi en jeu. L'attitude pour laquelle le parti travailliste et Jeremy Corbyn, devront surmonter à la fin les obstacles, joue aussi un rôle essentiel et décisif. Le cauchemar de May c'est d'entrer dans l'histoire en tant que cette cheffe de parti qui a divisé le parti conservateur — et éviter cela détermine son action.

Avec cela nous en sommes arrivés aux illusions et demi-vérités déjà signalées qui furent lancées lors de la campagne du *brexit*. De telles pensées-désirées imprégnèrent aussi l'action de la ministre chargée de la préparation du *brexit* et conduisirent aux attentes et illusions irréalistes sur l'avenir qui se trouvaient au commencement des négociations avec l'UE. Cela pourrait en tout cas éclairer la raison pour laquelle manifestement personne n'était sérieusement préparé à de telles négociations. L'attitude du gouvernement c'était : il va de soi que nous conservons tous les avantages du marché intérieur mais nous ne nous en tiendrons plus aux règles en vigueur. — que pouvait-il y avoir de plus simple ?

Étant donné qu'il y avait, par exemple, l'affirmation des 350 millions de Livres que la Grande-Bretagne envoie chaque semaine à l'UE, inscrite — et qu'on pouvait donc la lire — sur le fameux bus de Boris Johnson — partisan meneur du *brexit* et provisoirement ministre des affaires étrangères — dans lequel il sillonna le pays pendant la campagne. Au lieu de cela, on pourrait dépenser cette somme pour le système national de santé « *National Health Service (NHS)* ». Malheureusement cela ne colle pas du tout. Selon l'« *Office for National Statistics (ONS)* », le bureau des statistiques nationales, les vrais chiffres nets se montaient en 2016, à 181 millions de Livres.⁶ Si l'on prend les chiffres de la commission de l'UE, c'est même encore moins, 156 millions de Livres.⁷ Et vraisemblablement le *NHS* n'en recevrait encore qu'une partie seulement.

Johnson fut aussi celui qui renvoyait aux « prairies ensoleillées » au-delà du *brexit*.⁸ Ce sont bien les mêmes prairies dans lesquelles le gouvernement, dans le cas d'un *brexit* dur, accumule dès à présent des produits alimentaires et des médicaments, pour parer aux passages difficiles qui pourraient surgir si les camions à Douvres et Calais devaient rester embouteillés longtemps en files infinies à cause des formalités émanant de la nouvelle douane. Le *NHS* aménage déjà des provisions de médicaments vitaux pour un tel cas. Le gouvernement planifie de même en cas de troubles surgissant d'un *brexit* dur. — Et il faut encore mentionner l'optimisme quelque peu déplacé du ministre du commerce extérieur, Liam Fox qui était d'avis que le traité de libre échange avec l'UE serait « le plus simple dans l'histoire de l'être humain »⁹.

Penser magique ...

Dans ce contexte et presque à chaque *round* de discussions fut aussi exorcisée l'industrie automobile allemande. Rien n'est plus important pour les patrons allemands que de vendre leurs produits en Angleterre et de maintenir ouvert pour cela l'accès à ce marché — autrement des millions d'emplois sont perdus. Donc la chancelière fédérale, Angela Merkel, enfoncerait les portes, pour faire pression afin qu'on donne aux Britanniques tout ce qu'ils veulent. L'ex-ministre du *brexit*, David Davis disait même textuellement : « Nous sommes un marché trop précieux pour que l'Europe pût l'interrompre. En l'espace de quelques minutes suivant une décision pour le *brexit*, les présidents des conseils d'administration de *Mercedes*, *BMW*, *VW*, et *Audi* fonceraient les portes de Madame Merkel et exigeraient qu'il n'y eût plus aucun obstacles pour l'accès allemand au marché britannique. »¹⁰

Et pas seulement l'industrie automobile allemande : la même chose aussi pour des entreprises dans toutes les branches partout dans l'UE, ainsi par exemple le constructeur d'*Airbus*, *EADS* en France. Car *Airbus*

⁶ www.ons.gov.uk/economy/governmentpublicsectorandtaxes/publicsectorfinance/articles/theukcontributiontotheebudget/2017/-10-31

⁷ www.conservativehome.com/parliament/2016/05/boris-johnsons-speech-on-the-eurefreedom-fill-texte-.html

⁸ www.conservativehome.com/platform/2016/02/david-davis-britain-would-be-better-off-out-of-the-ue-and-heres-why.html

⁹ <https://www.theguardian.com/politics/2017/jul/20/liam-fox-eu-trade-deal-after-brexit-easiest-human-history>

¹⁰ www.bbc.co.uk/news/business-49984229

construit les ailes de ses avions en Grande Bretagne. « L'accès à notre marché est plus important pour l'Europe que notre accès à son marché », tel est le bilan de Davis. Le chef d'*Airbus*, Tom Enders, a donc dû s'engager, au moment où il clarifia récemment la chose à l'aide de paroles particulièrement nettes en affirmant qu'en cas d'accord manqué, des résolutions « très dommageables » devraient être prises : « N'écoutez pas, s'il vous plaît, l'ineptie du partisan du *brexit* qui affirme que nous, ici, parce que nous menons une œuvre gigantesque, nous ne puissions pas la délocaliser n'importe où ailleurs et que donc nous resterions toujours ici . Cela ne colle pas. »¹¹

Un tel penser magique a marqué l'ensemble du processus du *brexit*. L'industrie automobile allemande s'est tout aussi peu empressée à la porte de Madame Merkel, que les pays extra-européens font la queue pour conclure des traités d'échanges commerciaux uniques et avantageux avec la Grande Bretagne. Bien au contraire, de tels traités commerciaux se sont avérés comme un processus bien plus difficile et plus long. La vérité c'est que la victoire au référendum arriva aussi aux partisans du *brexit* pleinement de manière inespérée. Aucun d'eux n'a même pris la peine de réfléchir plus précisément d'avance et de planifier à quel genre de *brexit* la Grande Bretagne devrait s'efforcer. Cela devint parfaitement évident, dans de nombreuses *interviews* télévisuelles, le matin suivant du référendum, car les partisans meneurs n'avaient aucune réponse quant à savoir comment procéder à présent. Le *dictus* de Theresa May — qui ne disait absolument rien — « *brexit veut dire brexit* » vint peu en aide pour éclairer l'affaire. C'est la raison pour laquelle la chose a duré bien longtemps avant que son gouvernement eût préparé un concept pour les négociations avec l'UE — toute abstraction faite des oppositions inconciliables de son parti déjà décrites et de son *cabinet*.

... et un incompetence étonnante

Se rajoute à cela l'incapacité absolue de nombreux partisans dirigeants du *brexit*. Pour citer une fois encore David Davis : « Quel est le défi de mon *job* ? Je ne dois pas être très intelligent, je ne dois pas savoir tant de choses, je dois seulement être calme. »¹¹ Et Davis n'était pas le seul et unique, à être un poil trop calme et à n'avoir pas pris ses tâches bien en mains. Dominic Raab, par exemple, lui aussi un certain temps ministre du *brexit*, avoua à l'ébahissement général, qu'il n'avait pas totalement compris combien le passage en bateau entre Calais et Douvres était important pour le commerce de la Grande Bretagne.¹² Il se peut que cela paraisse tout d'abord amusant — Raab n'avait-il pas quelque peu oublié que la Grande Bretagne était une île et que le plus court trajet maritime menant au continent européen se trouvait justement entre Douvres et Calais ? Mais lorsqu'une telle ignorance détermine la politique, les conséquences n'en deviennent pourtant pas si amusantes que cela.

Karen Bradeley, la ministre d'Irlande du Nord, se révéla semblablement surprise dans une *interview*, en disant qu'aux élections dans le Nord de l'Irlande, en général, les unionistes ne votent pas pour les nationalistes et les nationalistes ne votent pas pour les unionistes. Elle n'avait pas correctement compris le problème profond enraciné dans le Nord de l'Irlande.¹³ Une ministre qui ne savait pas quelque chose d'aussi élémentaire à son entrée en fonction, peut-elle estimer correctement l'importance de l'accord du vendredi saint ? Et expliquer à ses collègues dans le gouvernement combien importante est cette frontière ouverte sur l'île irlandaise tant au plan pratique qu'à celui symbolique pour le processus de paix ?

Comme dernier exemple que soit désigné ici le ministre du transport Chris Grayling, qui attribua 13,8 millions de Livres à la soi-disant entreprise de navigation *Seaborn Freight*, afin qu'elle mette en place une nouvelle liaison maritime entre Ramsgate et Ostende, pour qu'en cas de *brexit* dur, cela diminue la pression sur Douvres. Sauf que c'est de choisir cette entreprise qui ne possède aucun *ferry-boat* ni aucune expérience dans ce domaine. Il était pareillement douteux de savoir si les deux ports jusqu'au 29 mars, le jour de référence du *brexit*, eussent pu reprendre l'exploitation. D'une manière étrange, des conditions d'affaires générales se trouvaient tout d'abord sur le site *web* de l'entreprise, lesquelles semblaient avoir été reprises par un service de livraison de pizza.¹⁴ Pour finir le traité fut dénoncé de nouveau par le ministère du transport au moment où le *sponsor* irlandais de *Seaborn Freight* se retira de l'affaire.

L'attitude, entre autre articulée par David Davis, selon laquelle la Grande Bretagne, lors des négociations du *brexit*, avait toutes les cartes en mains vis-à-vis de l'UE imprégnait autant l'attitude des partisans du *brexit* dans le référendum qu'aussi, s'y rattachant ensuite, l'amorce d'ensemble du gouvernement dans les négociations avec Bruxelles : à savoir, la Grande-Bretagne n'avait qu'à dire ce qu'elle voulait et elle obtiendrait tout ce qu'elle exigeait ; elle pouvait profiter de tous les avantages du marché intérieur et de l'union douanière, sans devoir s'astreindre aux devoirs incommodes qui les accompagnent ; rien ne

¹¹ www.independent.co.uk/news/uk/politics/david-davis-brexit-secretary-dont-have-to-be-clever-ireland-a-8103151.html

¹² www.theguardian.com/politics/2018/nov/08/dominic-raab-dover-calais-brexit-uk-france

¹³ www.theguardian.com/politics/2018/sep/07/karen-bradley-admits-note-understanding-northern-irish-politics

¹⁴ www.bbc.co.uk/news/business-46748193

changerait, mais le Royaume Uni redeviendrait maître de ses frontières, de son argent et de sa législation. Sauf que cela n'était pas tenable. Celui qui veut être dans le marché intérieur, doit aussi permettre l'accessibilité générale et s'en tenir aussi aux standards généraux et aux lois qui vont avec. Aussi est-ce à peine surprenant si Angela Merkel, dans sa déclaration officielle au sujet du référendum du *brexit*, mit en garde sur le fait que la Grande Bretagne, lors des négociation sur la sortie de l'UE, ne pouvait pas attendre une négociation particulière. Et même elle conféra un refus à la manière de voir de Boris Johnson, selon laquelle la Grande Bretagne disposera en outre d'un plein accès au marché intérieur de l'UE.¹⁵

Scissions sociales

Le référendum du *brexit* a provoqué un blessure profonde et laissé derrière lui un pays divisé. La très étroite majorité signifie que 17 millions de citoyens qui étaient pour, font face à 16 millions qui *ne veulent pas* du *brexit*. Et si l'on parle de « volonté du peuple », à laquelle en appelle en permanence May pour interdire la parole à toute opposition, alors il vaut de réfléchir qu'en définitive 37% seulement des votes justifiés ont approuvé cela.

Même le discours politique, après le référendum verse dans la grossièreté. Peut-être à cause de la très faible majorité et du danger que les Britanniques puissent changer d'opinion, spécialement ensuite, lorsqu'ils en comprendront mieux les conséquences, dès lors toute remise en cause du *brexit* se voit présentée par les partisans du *brexit* comme une trahison envers le peuple. Au moment où la Cour suprême en Grande Bretagne résolut qu'après le référendum, le *brexit* ne pouvait pas être déclenché sans l'accord expresse du Parlement, les juges furent taxés « d'ennemis du peuple ».¹⁶ Cela était une ironie particulière, étant donné que l'un des arguments pour le *brexit* était de rendre au Parlement sa pleine liberté de résolution qu'il avait soi-disant perdue avec l'UE. Cela étant le gouvernement dût soudainement pouvoir décider de tout sans la participation du Parlement.

« *Brexit* veut dire *brexit* » — mais le peuple — ou plutôt 52 % de ceux du peuple qui votèrent et qui ne disposent d'une telle majorité qu'en Angleterre et au Pays de Galles seulement alors qu'ils sont en minorité en Écosse et en Irlande du Nord — s'est décidé pour cela à partir de raisons toutes diverses. « *Brexit* » peut en effet signifier beaucoup de choses : depuis une étroite accommodation à l'UE jusqu'à la sortie sans accord. L'échec d'un discours national au sujet de la question du sens véritable du terme « *brexit* » a beaucoup contribué au résultat que ni au Parlement, pas plus que dans le pays, il n'y ait à ce propos un consensus quant à ce à quoi on est censés arriver avec cela. De nombreuses raisons pour lesquelles on a voté pour le *brexit* n'avaient rien à faire non plus avec l'UE, mais au contraire avec des problèmes de politique intérieure. Dans ces huit ans de politique d'épargne et d'ajournement des domaines économiquement concernés, de nombreuses gens ont élevé leur voix contre les conséquences négatives de la globalisation et contre les élites riches qui en ont profité à Londres. Une message devait donc être envoyé au Gouvernement, et le référendum fut une occasion favorable de le faire — quand bien même beaucoup d'argent de l'UE afflue à ces régions désavantagées.

Les partis populistes de droite comme l'*UKIP*, mais aussi des politiciens conservateurs, comme Boris Johnson, tirent profit de cette désillusion de la population pour leurs propres objectifs. Elle est à la mesure de la narration des populistes de droite selon laquelle le *brexit* est le seul et unique moyen de faire de la Grande Bretagne « de nouveau un grand pays ». Le but mythique c'est d'en revenir à la sainte Grande Bretagne qui ne se laisse commander par personne — ce qui en vérité n'a jamais existé. Un nationalisme au sens de tout ce qu'il y a de pire dans ce terme étand depuis ses tentacules captieuses, spécialement en Angleterre. Sous le couvert du débat sur l'immigration, la xénophobie et l'inimitié de l'étranger sont bien décelables et ont augmenté. Après que les préjugés xénophobes sont redevenus des conversations de salon, nous en voyons les conséquences : une société scindée, une excuse commode sur le dos de l'immigrant pour tout ce qui va de travers. Et à cause de la politique d'épargne depuis la crise financière de 2007/2008, beaucoup de choses vont de travers — aux dépens des plus pauvres dans la société.

Petite Bretagne à l'horizon

On va différencier encore une fois ici les diverses parties constitutives de la Grande Bretagne. Comme le révéla le référendum, l'Écosse reconnaît l'avantage de l'adhésion à l'UE et restera, quoiqu'il y ait maintes choses qui nécessitent d'être réformées. Par surcroît, l'Écosse a besoin d'immigrants, ce qui est aussi généralement reconnu. C'est pourquoi le gouvernement écossais tente d'encourager l'immigration. « Nous nous attendons en Écosse à ce que dans les 10 années qui viennent, la croissance de notre population soit renvoyée à l'immigration », écrivit la cheffe du gouvernement, Nicola Sturgeon, voici un an dans un article

¹⁵ www.dw.com/de/merkel-nach-brexit-keine-rosinenpickerei-f%C3%BCr-london/a-19361462

¹⁶ www.dailymail.co.uk/news/article-3903436/Enemies-people-Fury-touch-judges-defied-17-4m-Brexit-voters-trigger-constitutional-crisis.html

de journal. On pronostique que chaque année le nombre de décès dépassera celui des naissances, de sorte qu'il n'y aura pas d'augmentation de la population. La population ayant atteint l'âge d'activité professionnelle ne croîtra que de 1% dans les 25 ans qui viennent, alors que celle dépassant les 75 ans, augmentera au contraire de plus de 80%. L'Écosse a donc besoin de plus de population ayant atteint l'âge professionnel pour encourager la croissance économique, maintenir les revenus fiscaux et soutenir les services publics.¹⁷ Or l'immigration relève toujours de la compétence du gouvernement central à Londres et n'est pas une des compétences transférées à Édimbourg. Ainsi l'espace de jeu du gouvernement écossais est-il limité. Et en Angleterre c'est cette politique-là de « l'entourage hostile » qui domine pour l'immigration illégale que menait Theresa May alors qu'elle était encore ministre de l'intérieur. Le résultat c'est celui d'un environnement dans lequel *tous* les immigrants sont considérés tout d'abord comme hostiles.

Sous Sturgeon, avec le « *Scottish National Party (SNP)* » et engagée dans une coalition informelle avec le parti des Verts, l'Écosse a déjà depuis longtemps un gouvernement d'orientation sociale-démocrate qui se répercute sur la politique aussi en opposition à celle néolibérale du gouvernement conservateur de Londres. Avant cela, l'Écosse fut longtemps une forteresse travailliste. Les conservateurs n'obtinrent finalement une majorité des mandats que dans les années 50 du siècle dernier.

L'Écosse veut donc rester dans l'UE comme aussi l'Irlande du Nord. Si la Grande Bretagne quitte l'UE dans un processus chaotique, — ce qui n'est pas encore certain du tout, car une chance mince persiste, en ayant recours à un second référendum, de faire renverser la décision, car les opposants au *brexit* croissent en nombre dans la population — cela aura à long terme aussi des conséquences pour la cohérence au sein de la Grande Bretagne. Lorsqu'en 2014, ils menèrent leur référendum sur l'indépendance, les Écossais décidèrent à 55% contre 45% de rester dans le Royaume Uni. L'argument que l'Écosse devait rester une partie du Royaume Uni pour rester à coup sûr dans l'UE joua un rôle dans cette décision. Or c'est le contraire qui a se présente maintenant. Si le *brexit* a lieu — et tout particulièrement, s'il échoit durement — il y a aura alors dans un délai à portée de vue un second référendum sur l'indépendance en Écosse, lequel aura alors ses chances d'être couronné de succès.

En Irlande du Nord aussi la situation devient de plus en plus fluctuante à cause du *brexit*. L'accord du vendredi saint prévoit, dans des conditions déterminées, qu'il puisse y avoir un référendum pour savoir si l'Irlande du Nord quitte le Royaume Uni et adhère à la République d'Irlande. Un tel référendum est dès à présent encouragé par quelques-uns du côté Républicain en Irlande du Nord et cela constitue même un sujet dans les milieux gouvernementaux de Londres¹⁸ — quand bien même on s'y refuse résolument en l'estimant irréaliste dans l'instant. Si une frontière dure devait y renaître ou bien le *brexit* se répercuter de manière négative sinon sur l'Irlande du Nord, alors la pression en faveur d'un tel référendum augmenterait et l'évolution démographique ne fait pas exclure le fait que l'Irlande du Nord puisse décider de faire cause commune avec la République.

Mais dans cette époque extraordinaire, il ne faut pas exclure non plus un accord de sortie d'une manière ou d'une autre obtenu « en contrebande » au moyen du Parlement, avec ou sans *backstop*. De graves dommages ont dès à présent été ajoutés au pays. Le gouvernement a déjà provisionné 4,2 milliards de Livres en cas de *brexit* dur. Les communes doivent se charger des dépenses supplémentaires, par exemple, Ramsgate pour maintenir le port ouvert lequel est actuellement en chômage, ou bien Porthmouth, pour acheter du terrain censé servir au stationnement des poids lourds, afin d'éviter des files interminables de ceux-ci sur les routes menant au port. Les dividendes promis au *brexit* se ratatinent à vue d'œil de jour en jour. Cet argent n'est désormais plus à la disposition des écoles, du système de santé, de la construction de logements sociaux et l'aide sociale.

Theresa May a évité jusqu'à présent le scission des forces en opposition au sein du parti conservateur et elle a pu s'assurer l'appui du *DUP*, parce qu'elle a suivi une politique de *brexit*, inexécutable car contradictoire en elle-même, qui augure peu de chance de réussite. Pour cela elle a sérieusement mis en jeu à longue échéance la persistance du Royaume Uni de Grande Bretagne dans sa forme actuelle. Il n'est pas à exclure que le résultat du *brexit*, dans les années ou décennies qui viennent, transforme la Grande Bretagne en une Petite Bretagne constituée par l'Angleterre et le Pays de Galles.

Die Drei 3/2019.

(Traduction Daniel Kmiecik)

¹⁷ www.eveningtimes.co.uk/opinion/16034177.Nicola_Sturgeon_Scotland_needs_more_working_age_people_to_help_our_economic_growth/

¹⁸ www.bbc.co.uk/programmes/m0002cms